



**PROJET DECISION N° 001 /PRG/ARMP/CRDS DU 11 FEV 2016 2016 DU COMITE DE  
REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS STATUANT EN FORMATION  
DISCIPLINAIRE SUR VIOLATION DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A  
L'ACQUISITION DE DEUX VEHICULES (CAR-BUS) POUR LE COMPTE DU MINISTERE  
DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION**

- Vu** la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012 Fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public ;
- Vu** le Décret D/2012/128/PRG/SGG Portant code des marchés publics et délégations de service public ;
- Vu** le Décret D/2014/167/PRG/SGG Portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), notamment en ses articles 21, 22, 23 et 24-9 ;
- Vu** la décision de suspension de procédure du marché d'acquisition de deux BUS en faveur du Ministère de l'Enseignement Préuniversitaire et de l'Alphabétisation à la suite de l'auto-saisine par le courrier N°029/PRG/ARMP/2015;
- Vu** le rapport de Monsieur KOUYATE Abdoulaye, Chef de Division Affaires Juridiques, Rapporteur de la Commission d'Instruction ;

Après avoir entendu Monsieur SACKO Ansoumane, Directeur de la Réglementation et des Affaires Juridiques, Président de la Commission d'Instruction et Monsieur FOULAH Josef Emile, Chef de Division de la Réglementation, Membre de la Commission d'Instruction ;

En présence de Monsieur Fodé Oumar TOURE, Président du CRDS par délégation, de Monsieur Ben Youssouf DIALLO, de Monsieur Kabinet CISSE, membres du Comité de Règlement des Différends et des Sanctions ;

Considérant que, lors de l'immatriculation du marché relatif à l'acquisition de deux (2) véhicules (Car-Bus 40 places climatisées) pour le compte du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPU-A), la Direction Générale de l'ARMP a constaté un écart de prix pouvant s'analyser comme étant des manœuvres consistant à surfacturer le coût réel de ce marché, et a pris, le 16 décembre 2015, des mesures à titre conservatoire pour suspendre la procédure de passation suivant une procédure d'auto-saisine sur le fondement de l'article 19 de la loi L/2012/020/CNT fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation

des marchés publics et délégations de service publics afin de vérifier la matérialité de son doute ;

Considérant d'une part, que l'instruction du dossier a révélé la composition du prix des Bus établit par l'entreprise attributaire (TMR Sarl) ; qu'il ressort de la composition du prix des bus établit de l'Entreprise attributaire (TMR Sarl) des éléments non justifiés du coût total de deux Bus TATA de 40 places avec un total de **2.265.000.000 GNF TTC** soit **1.327.500.000 GNF TTC** l'unité ; que la décomposition de ce coût fait apparaître des éléments contenus dans le tableau ci-après fourni par l'Entreprise attributaire (TMR Sarl):

N°	Désignation	Qté	Prix Unitaire	Prix Total
1	prix BUS TATA LP 913 AC 40 places	2	695 000 000	1 390 000 000 GNF
2	Transport (Inde/Guinée) voie maritime	2	55 000 000	110 000 000 GNF
3	Douane	2	337 500 000	675 000 000 GNF
4	Frais transitaire et compagnie maritime	2	12 750 000	25 500 000 GNF
5	ARPM 1%	2	11 250 000	22 500 000 GNF
6	Droit d'enregistrement import	2	2 275 000	4 550 000 GNF
7	Imprévu complément (transitaire+ compagnie surestaries port)	2	7 500 000	15 000 000 GNF
8	Mise en service et nettoyage du bus avant livraison	2	3 725 000	7 450 000 GNF
MONTANT TOTAL HT				2 250 000 000 GN
MONTANT TVA				405 000 000 GNF
MONTANT TTC				2 655 000 000 GNF

Considérant d'autre part que l'analyse du rapport d'évaluation relativement aux trois entreprises soumissionnaires fait ressortir que l'entreprise TMR Sarl est la mieux disante dans un marché mettant en concurrence seulement trois entreprises ;

Qu'en procédant ainsi, il y a lieu de conclure à un établissement à des niveaux artificiels et non concurrentiels des prix des offres qui a privé dès lors l'autorité contractante des avantages d'une concurrence libre et ouverte ; que ces entreprises ont procédé à des pratiques de collusion bien que la preuve de cette infraction ne soit pas avérée dans le rapport d'analyse des offres par la DNMP ;



Que par ailleurs, ce marché n'ayant pas fait l'objet de publication suffisante et nécessaire par l'Autorité contractante a été passé par la Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP) qui a manqué dès lors, à l'observation de cette obligation, qu'à ce titre l'Autorité contractante et la DNMP engage leur responsabilité par la violation de cette obligation de publicité prévue à l'article 45 du code des marchés publics ;

Considérant que les principes généraux qui commandent les marchés publics et délégations de service public s'imposent à toutes les Autorités à quelque niveau qu'elle soit, l'Administration de Contrôle des Grands Projets et Marchés Publics (ACGPMP) en donnant son avis de non objection sur un marché non prévue dans le plan de passation a manqué à sa fonction de contrôle a priori, que le Ministre de l'Economie et des Finances d'alors en tant que garant du principe d'efficacité économique de la dépense publique et ayant interdit par une circulaire pour l'année 2015 tout marché relatif au véhicule devrait au premier chef s'interdire toute approbation du contrat en cause, en procédant ainsi, il a ignoré une obligation importante ;

Considérant que, selon le principe du droit, il appartient à celui qui avance des allégations d'apporter la preuve de ses prétentions, que les instructions menées par la Direction de la Réglementation et des Affaires Juridiques (DRAJ) de l'ARMP n'ont pas permis d'établir les preuves d'une surfacturation sur le prix de ce marché sur la base d'un bordereau de prix inexistant en Guinée pour les véhicules concernés ainsi que les multiples frais y afférents, qu'elles n'ont pas non plus établi l'existence d'un marché antérieur livré par la même entreprise ou une autre entreprise faisant état d'un écart de prix déraisonnable à celui pratiqué sur ce marché, **mais ont plutôt constaté sur le site du fabricant (TATA Inde) d'où provient les deux (2) Bus, des prix bien en deçà de ceux facturés par l'Entreprise attributaire (TMR Sarl), pouvant être considérés comme étant des marges déraisonnables mises à la charge de l'acheteur public ;**

Que par ailleurs, cette marge déraisonnable apparaît dans les analyses effectuées à l'issue des enquêtes menées auprès d'autres marques qui ne sont pas les moindres comme TOYOTA ;

Considérant que les services d'Audit et Financier de l'ARMP, ont fait ressortir des analyses comparatives des prix pour obtention des Bus TATA 40 places fournis par la Société TMR Sarl sur la base des études A, B et C, qui font ressortir des écarts suivants :

**Etude A :** Etude comparative des prix de TATA TMR par rapport à TATA INDE :

**Sur la base de l'importation d'un bus TATA HT 40 places de l'Inde, le coût TTC correspond à 57 714\$ en y ajoutant un bénéfice de 40% du coût total, cette valeur s'établit à 77 213\$ soit un écart de 95 443\$ :**

**Etude B :** Etude comparative des prix de TATA TMR par rapport à TATA Algérie :

**Sur la base de l'importation d'un bus TATA HT 40 places d'Algérie, le coût TTC correspond à 43 083\$ en y ajoutant un bénéfice de 40% du coût total, cette valeur s'établit à 86 855\$ soit un écart 85 801\$**

**Etude C :** Etude comparative des prix de TATA TMR par rapport à un bus Toyota aux caractéristiques équivalentes mais à positionnement supérieur, TATA Motor ayant un positionnement LOW COST :

**Sur la base du prix d'achat d'un bus Toyota à Conakry dont la valeur s'établit à 87 000\$, nous constatons un écart de 85 656\$**

Considérant que l'administration de la preuve peut se faire par tous les moyens légaux, que dès lors l'auto-saisine de l'ARMP peut être regardées comme étant fondées justifiant l'annulation du marché dont il s'agit pour des raisons qui tiennent au principe d'économie et d'efficacité ;

Contre toute attente, les cadres de l'ARMP qui étaient chargés d'instruire ce dossier, ont été mis en cause pour corruption. Face à un tel scandale, la Direction générale de l'ARMP a mis en place une commission administrative d'enquête pour éclairer sa lanterne sur ce nouvel incident.

Le CRDS élargi au Conseil de Régulation a statué sur ledit incident.

Considérant qu'il ressort des procès-verbaux d'audition des cadres y impliqués notamment : Docteur Ansoumane SACKO, Directeur de la Réglementation et des Affaires Juridiques, Docteur Abdoulaye KOUYATE, Chef de Division Affaires Juridiques, Monsieur Joseph Emile FOULAH, Chef de Division de la Réglementation et Monsieur Abdoulaye NABE auditeur interne, que leur implication d'une façon ou une autre dans cette affaire de corruption avec l'entreprise SONECI n'est pas contestée ;

Et que d'ailleurs, l'objet de corruption, deux cent dix millions de francs guinéens (210.000.000gnf) a été saisi et versé sur le compte du trésor public ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

## **DECIDE**

- 1- L'annulation de la procédure de passation du marché en cause, au motif de surfacturation
- 2- L'exclusion de l'entreprise SONECI de toute participation aux commandes publiques pour un (1) an, pour corruption
- 3- Docteur Ansoumane SACKO, pour faute lourde et suspendu pour deux (2) mois
- 4- Docteur Abdoulaye KOUYATE, licencié pour corruption



5- Monsieur Joseph Emile FOULAH licencié pour corruption

6- Et Monsieur Abdoulaye NABE licencié pour corruption

Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation, au Ministre chargé de l'Economie et des Finances la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le Bulletin officiel des marchés publics à sa prochaine parution.

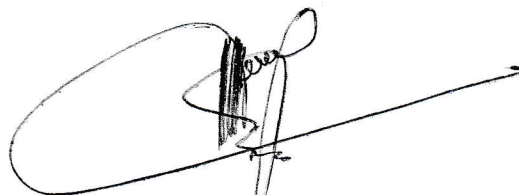
La présente décision prend effet à compter de la date de notification aux parties. Elle est exécutoire et a force contraignante sur les parties. Elle est définitive, sauf en cas de recours devant une juridiction administrative ou judiciaire, ce recours n'ayant pas d'effet suspensif.

Conakry, le .....

**LE CRDS**



**M. Kabinet CISSE**



**M. Ansa DIAWARA**

**Pour le Président P.O.**

**Le Vice-Président du Conseil de Régulation**



**M. Mamady KABA**